

CONTRIBUTION POUR UNE VÉRITABLE ESS EN BRETAGNE

Pour exprimer la position d'un « pôle ESS de/en campagne »

ESS'entiel Ploërmel - Pôle de développement de l'économie sociale et solidaire du Pays de Ploërmel Coeur de Bretagne

PARCE-QUE NOUS VOULONS :

Refuser les fatalismes qui censurent les esprits et empêchent de faire réellement face aux multiples enjeux des crises contemporaines dans l'espoir d'un avenir viable.

Définir un véritable projet politique pour l'ESS qui :

Identifie les biens communs essentiels et travaille à leur défense dans une responsabilité partagée.

Fixe des limites à l'économie pour contrecarrer le travail de sape de tous les services publics au profit (au sens propre du terme) d'une privatisation néolibérale utilisant d'ailleurs le vecteur de l'ESS.

Articule ses choix d'actions à l'aune de leurs retombées sociales, environnementales, culturelles...

Refuse de n'être qu'une compensation limitative des effets pervers de la dérégulation généralisée et une exonération de la responsabilité des institutions qui les laissent perdurer.

Favorise la multiplication des petites structures et, au moins, la réflexion sur la notion de taille critique.

Privilégie l'ancrage local des initiatives économiques.

Favorise les pratiques de gouvernance horizontale.

Interdit les échelles de salaires au sein des organismes qui s'en revendiquent.

Fonde son action sur l'éducation populaire pour l'émancipation des publics en vue de leur participation directe à la décision politique, économique, écologique, culturelle...

(Re)construire une mobilisation citoyenne reposant sur des dynamiques ascendantes et des réflexions de fond.

Récuser les concentrations métropolitaines et la disqualification, voire le sacrifice, de toutes les périphéries via la spécialisation de ces espaces et de leurs usages.

Refuser les institutionnalisations qui se développent au préjudice des dynamiques territoriales véritables.

Privilégier la qualité sur la quantité, l'être sur l'avoir, les biodiversités écologiques, humaines, sociales, culturelles contre les standardisations stérilisantes de la société.

- Le manque de définition réellement politique du « projet ESS » porté par la Cress et les autres acteurs institutionnels.
- L'usage sans critique, au sein de publications de référence, de notions dévoyées (via la RSE ou le DD) par des représentants de l'économie conventionnelle en mal d'optimisation fiscale et/ou de green ou social-washing.
- Les complaisances, voire les complicités implicites, avec ce mouvement et ses acteurs via des collaborations lucratives avec des fondations de grandes entreprises ou de multinationales. Le besoin de financement permettant de confirmer l'adage voulant que la fin justifie les moyens.
- Les effets pervers de la « reconnaissance » légale de l'ESS via la loi Hamon de 2014 qui travaille au contraire au démantèlement de ses fondamentaux et des contraintes garantes de son intégrité.
- L'« acclimatation » à l'ESS de concepts issus de l'économie conventionnelle, pour ne pas dire néolibérale : innovation sociale (cf. critique de Jean-Louis Laville [1]), startups de territoire et autres appels à projets, incubateurs, territoires agiles, écosystème d'affaires, etc. qui sont autant de chevaux de Troie, porteurs de « virus » de nature à remettre en cause l'esprit même de l'ESS.
- À l'inverse, le phénomène de tendance, voire de mode, qui donne à l'ESS (ainsi qu'à d'autres notions ou mots-clefs tels que bio, local...) une reconnaissance sociale permettant la création de niches d'opportunité dans lesquelles s'engouffrent des acteurs conventionnels comme par exemple les « Business schools » ou la grande distribution.
- La représentation du succès de l'ESS et de l'extension de son audience sur la base d'exemples de structures toujours plus grosses, plus « puissantes », comme par exemple le « holding ESS » représenté par le Groupe SOS.
- La connivence entre ces structures ainsi que leurs représentants avec un pouvoir, au plus haut niveau, qui démantèle les solidarités, contribue à l'accroissement des différentiels sociaux et exacerbe les précarités.
- L'évolution institutionnelle du milieu qui favorise l'installation de spécialistes « transversaux » de l'ESS, pour ne pas dire d'experts qui s'écartent de plus en plus du profil militant. La multiplication des instances à tous niveaux qui rivalisent de communication et se légitiment réciproquement en vivant au préjudice des acteurs véritables.
- L'oubli des militantEs de terrain, justement, qui « ne comprennent rien » aux orientations des « professionnellEs » qui « savent », eux, et qui construisent des stratégies de développement hors-sol.
- Un milieu dans lequel on trouve, labellisées ESS, des structures qui n'agissent plus et n'ont peut-être jamais agi conformément à ses principes et valeurs : banques mutualistes, coopératives agricoles, associations porteuses d'écoles privées, etc.
- L'assimilation de l'ESS à une dimension particulière – optionnelle et de moins en moins fondamentalement alternative – de l'économie contemporaine et donc néolibérale et globalisée où le marché est devenu « l'état de nature de la société » [2].
- L'évaluation de l'impact de l'ESS sur une base quantitative prenant comme seules références la création d'emplois ou le chiffre d'affaires alors que l'une des plus-values de l'ESS repose dans la mobilisation bénévole de militantEs au sein d'associations œuvrant pour maintenir à flot des territoires en déshérence.
- La contribution à la consécration des centralités urbaines et leurs « excellences » au préjudice de la dynamique globale des territoires périphériques et ruraux et, au mieux, l'exploitation opportuniste des conséquences de ces abandons via la « silver economy », l'IAE, l'économie circulaire...

[1] Lors de son intervention dans le cadre du "séminaire des acteurs transversaux de l'ESS" à Quiberon, le 27 août 2020 et de manière plus approfondie dans l'ouvrage qu'il a codirigé avec Maïté Juan et Joan Subirats, *Du social business à l'économie solidaire, Critique de l'innovation sociale*, Toulouse, Éditions Erès, 2020 qui fut remis à chaque participantE.

[2] En 1994, Alain Minc déclarait : « Le capitalisme ne peut s'effondrer, c'est l'état naturel de la société. La démocratie n'est pas l'état naturel de la société. Le marché, oui ». In *Cambio* 16, Madrid, 5 décembre 1994.

ET CHAQUE JOUR NOUS AFFRONTONS COMME NOUS POUVONS :

Le désespoir de nombreuses personnes face à des enjeux qui paraissent insurmontables, le découragement face à des « après » qui ne tiennent pas leurs promesses, le fatalisme devant ce qui nous est présenté comme incontournable ou « moins pire », le cynisme parfois...

Le développement de précarités personnelles et collectives qui, mobilisant toutes les énergies pour la survie, empêchent les mobilisations qu'elles devraient légitimer.

Les replis sur soi de collectifs qui s'habituent à tenir bon dans l'ombre mais qui peuvent également, par peur, refuser le différent, l'étrange et l'étranger.

L'angoisse du changement plus forte que celle des crises et donc l'incapacité pour de nombreuses personnes à faire évoluer le « logiciel ».

La méfiance plutôt que la confiance des institutions, même si l'on prouve la viabilité et l'équilibre économique d'une action puisqu'elle ne s'inscrit pas dans la logique de la recherche exclusive du profit.

Nos propres contradictions dans un monde qui n'est pas – encore – idéal et qui nous impose des compromis pour faire vivre des partenariats souvent obligés et inégaux.

La nécessité de compenser les missions qui ne sont plus assumées sur nos territoires du fait de la disparition des services publics et, par-là, notre propre contribution à leur privatisation.

Les connivences multiples des élites locales qui protègent collectivement leurs prés carrés et les frilosités de celles et ceux qui dénoncent en privé et se taisent en public.

Le clientélisme lié à de nombreux financements publics quand on peut y accéder.

La difficulté de nous faire entendre et même souvent de seulement discuter avec des éluEs et des technicienNEs qui pensent devoir défendre un modèle caduc et qui nous voient en ennemis.

La réduction de nos initiatives à des bonnes œuvres relevant d'une charité laïque malheureusement indispensable face aux défaillances de la solidarité publique et aux externalités négatives multiples du modèle néo-libéral.

La réappropriation dévaluée de nos combats par les tenants d'un capitalisme qui se « nourrit de sa propre critique[1] » : par exemple celle du local par la grande distribution encouragée par les dispositifs gouvernementaux.

La pesanteur de nombreux fonctionnements associatifs, essentiels pour nos territoires et généreux de leurs temps et de leurs moyens mais souvent marqués par une gestion en « bon père de famille » et les opacités qui y sont liées.

La déconsidération des petites structures même si l'on sait qu'elles constituent l'immense majorité du tissu économique français et, en miroir, la domination du message porté par les grosses unités et leurs logiques inadaptées à nos territoires, leurs populations, leurs enjeux mais peut-être aussi et tout simplement à la survie générale d'un monde commun.

[1] Boltanski, Luc et Chiapello, Eve, *Le nouvel esprit du capitalisme*, Paris, Gallimard, NRF Essais, 1999.

▶ MAIS POURTANT,

Nous résistons sans beaucoup de moyens et nous continuons la route car **"l'économie sociale et solidaire doit être l'économie"** et tout autre choix serait irrationnel...

Et c'est nous qu'on traite de rêveurs !